

Source :

<http://www.sortirdunucleaire.org/A-l%C3%82%E2%80%99adresse-des-salaries-d%C3%82%E2%80%99EDF>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°24 > **A l'adresse des salariés d'EDF : votre statut sacrifié en échange d'un réacteur nucléaire !**

1er juin 2004

A l'adresse des salariés d'EDF : votre statut sacrifié en échange d'un réacteur nucléaire !

Madame, Monsieur,

Vous êtes salarié-e d'EDF. Malgré les dénégations de votre nouveau ministre de tutelle Nicolas Sarkozy, c'est bien la privatisation d'EDF (et de GDF) qui est à l'ordre du jour (1).

Si nous sommes militants antinucléaires, ce n'est pas seulement parce que la radioactivité est dangereuse : c'est parce que nous voulons construire un monde où seraient respectés l'environnement et les gens qui y vivent. Une société dans laquelle l'intérêt général primerait.

C'est ainsi que nous animons depuis plusieurs mois une campagne d'opinion intitulée "Pour un vrai service public de l'électricité sans nucléaire" (plus de 200 000 documents diffusés). "Sans nucléaire", nous allons y revenir. Mais aussi "Pour un vrai service public". Résolument.

En fin de compte, nos objectifs sont très proches de ceux que vous défendez en tant qu'agents du service public. Aujourd'hui, nous risquons de perdre simultanément sur les deux tableaux : relance du nucléaire ET destruction du service public.

En effet, il apparaît que le gouvernement prépare un étonnant "donnant-donnant" : la construction du réacteur nucléaire EPR en échange de la "casse" de votre statut. Et c'est aux dirigeants de vos principaux syndicats que ce marché est proposé. Accusation dénuée de sens ?

Pourtant, rappelez-vous le référendum interne qui vous a été proposé le 9 janvier 2003 : même le secrétaire général de la CGT-Energie de l'époque (2) vous avait appelés à voter... pour la destruction de votre régime de retraite ! (Cette opération est indispensable dans la perspective de la privatisation d'EDF.)

Heureusement, vous aviez majoritairement repoussé ce piège. Mais le gouvernement Raffarin revient aujourd'hui à la charge. Nous avons besoin du service public, nous avons besoin de vous pour empêcher ce coup de force. De même, nous pensons que vous avez besoin des millions de citoyens qui ne veulent pas se voir imposer le nucléaire.

Contrairement à ce qui est souvent dit, ce n'est pas parce que nous voulons la "sortie" du nucléaire que nous serions vos ennemis. L'expérience menée en Allemagne depuis 2000 montre incontestablement que la mise en œuvre des énergies renouvelables est bien plus créatrice d'emplois que le nucléaire. Qui plus est, il s'agit d'emplois beaucoup plus harmonieusement répartis sur le territoire, et qui n'imposent pas d'être irradié pour gagner sa vie (3).

Nous voudrions tellement que ce soit le service public qui mette en œuvre les plans d'économies d'énergie, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables ! Ces plans sont nécessaires pour, simultanément, sortir de l'impasse nucléaire ET lutter contre le réchauffement climatique.

De toute façon, un plan de sortie du nucléaire ne signifierait pas la disparition des emplois du nucléaire : le temps de fermer toutes les centrales, de les démanteler, etc., il est clair qu'il y aurait largement le temps de "basculer" l'emploi vers les énergies renouvelables.

Pourquoi les dirigeants d'EDF continuent-ils à privilégier le nucléaire, énergie dangereuse et coûteuse, contre l'avis d'une majorité de l'opinion publique ? Un vrai service public, au service du public, devrait avoir comme mission essentielle de favoriser des énergies respectueuses de l'environnement, qui ne mettent pas en danger les générations présentes et futures : il est en effet totalement immoral et irresponsable de léguer le démantèlement des centrales nucléaires à nos descendants, ainsi que des déchets radioactifs qui vont rester dangereux pour des milliers d'années.

De même, où est l'intérêt des usagers lorsque la direction d'EDF pousse à toujours plus de consommation d'électricité (chauffage électrique, climatisation) dans le seul but de justifier la filière nucléaire ? D'ailleurs, prenant acte de votre vote courageux du 9 janvier 2003, la direction d'EDF se consolait dans un communiqué en annonçant triomphalement : "Le jour même de la consultation, EDF est fière d'annoncer que le record de production et de consommation d'électricité a été une nouvelle fois pulvérisé en France (80 200 MW)." C'est la négation même du service public, qui doit produire pour satisfaire les besoins réels et non créer des besoins et des surconsommations pour justifier la production.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle tous les citoyens à se mobiliser contre le processus de privatisation et de destruction du service public. Nous vous proposons de nous rencontrer dès que possible dans les communes, les départements, les régions, afin d'unir nos forces pour, simultanément, sauver le service public et préserver l'environnement.

Le Conseil d'administration du Réseau "Sortir du nucléaire"

(1) Vous connaissez le processus . D'abord, c'est juste une ouverture du capital, mais l'Etat reste actionnaire majoritaire. Un peu plus tard : l'Etat passe sous la barre des 50%, mais il conserve une minorité de blocage. Et un jour, c'est la privatisation totale. Votre statut n'y survivra pas, vous le savez bien.

(2) Il a depuis été "recyclé" comme responsable du développement durable au PCF, d'où il réclame à cor et à cri... la construction du réacteur nucléaire EPR. Quelle surprise !

(3) Une étude réalisée en 2003 pour EDF par le centre de recherche en gestion de l'Ecole polytechnique a montré que 92 % des salariés du nucléaire souhaiteraient quitter le secteur !